

Après une première lecture au Sénat de la proposition de loi relative au droit d'aide à mourir, le texte revient à l'Assemblée nationale en séance publique le 16 février prochain. Malgré l'important travail parlementaire au Sénat qui avait réduit considérablement la portée du texte, la proposition de loi déjà votée à l'Assemblée y revient en seconde lecture.

Ce débat engage notre société dans ce qu'elle a de plus intime et de plus grave : la manière dont elle accompagne ses membres les plus vulnérables jusqu'au terme de leur vie.

Le droit à recevoir une aide active à mourir brouille gravement nos repères et instaure un nouveau cadre sur le sens de la vie, de la souffrance et de la mort, dans une recherche illusoire de restaurer une dignité qu'on suppose à tort perdue à cause de ce qui affecte la personne. La dignité d'une personne ne peut être segmentée selon son état de santé, son autonomie ou son utilité sociale ! La dignité humaine est un tout inaliénable. Comme le rappelle le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France dans une tribune publiée le 14 janvier dernier : « nous croyons qu'une société grandit, non pas lorsqu'elle propose la mort comme solution, mais bien lorsqu'elle se mobilise pour accompagner la fragilité et protéger la vie, jusqu'au bout. Le chemin est exigeant, certes, mais c'est le seul qui soit véritablement humain, digne et fraternel ».

Avec notre diocèse et toute l'Église en France nous pouvons participer à une neuvaine pour le respect de la vie. Vous trouverez en cliquant sur le lien ci-dessous tout le document pour participer à cette neuvaine. Prions, Jésus, le Maître de la Vie, d'éclairer ceux qui ont des décisions à prendre afin qu'ils respectent la vie depuis son origine jusqu'à sa fin naturelle. La fraternité ne tue pas mais elle accompagne la vie !

<https://catholique-belley-ars.fr/agenda/neuvaine-pour-le-respect-de-lobjection-de.pdf>